

Nouvel internationalisme et monnaie

I. — Un désordre organisé

6

Les questions monétaires internationales peuvent bien être maquillées en « sujets de thèse » : elles sont avant tout des questions politiques, au cœur des problèmes posés par l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial.

pour ces questions plonge ses

Sujet que le rapport de la commission Brandt et l'actuelle session spéciale de l'Assemblée des Nations unies sur le développement mettent à nouveau sous les feux de l'actualité.

A vrai dire, le regain d'intérêt pour ces questions plonge ses racines dans trois ordres de considérations :

1) Tout d'abord il apparaît de plus en plus clairement à certains milieux dirigeants qu'il n'y a pas d'issue à la crise que traverse le capitalisme qui ne s'appuie sur une solution ou une esquisse de solution aux problèmes du tiers-monde. D'une part, le deuxième « choc pétrolier » illustre pour les pays développés la fragilité de leurs approvisionnements énergé-

par JEAN-PIERRE
CHEVÈNEMENT

tiques, aussi bien en quantité qu'en prix, dès lors qu'il n'existe plus de règles du jeu communément admises et plus particulièrement d'étalon monétaire international stable.

Mais surtout l'exacerbation des contradictions au sein du monde capitaliste (approche d'une nouvelle récession, montée du pro-

tectionnisme, rivalités commerciales sur les marchés de l'Est et du tiers-monde au prix d'un endettement massif des pays concernés) contraint à une véritable « fuite en avant » : on le sait, les pays du tiers-monde fournissent 25 % de ses débouchés à la France, 35 % aux Etats-Unis, 44 % au Japon. D'où l'idée de fonder la relance dans les pays développés sur l'octroi de nouvelles ressources aux pays du tiers-monde. C'est ainsi que la commission Brandt a avancé le chiffre de 50 milliards de dollars supplémentaires par an à l'horizon 1985.

2) Par ailleurs, le tiers-monde est devenu un enjeu politique de première importance : pour l'Europe, les Etats-Unis et le Japon, l'accès au pétrole et aux matières premières du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Amérique latine ou de l'Asie du Sud-Est, et la liberté des routes maritimes de l'océan Indien ou des îles de la Sonde, sont choses vitales.

« Saïd et moi »

roman-reportage
de Poirot-Delpech

AUJOURD'HUI

IX. — SUSPENDU
A DES AMARRES...

(Lire page 17.)

(Lire la suite page 22.)

Nouvel internationalisme et monnaie

(Suite de la première page.)

Finis le temps béni des colonies et de l'administration directe, ou même tout simplement — avec la montée en puissance militaire de l'U.R.S.S. — de la vieille politique de la canonnière (dans certaines régions du monde tout au moins) il faut, pour ne pas contraindre les pays du tiers-monde au désespoir et les garder dans la mouvance occidentale, leur ouvrir une voie raisonnable de développement. Et il y a urgence pour beaucoup de ces pays, littéralement en état de cessation de paiements !

3) Enfin, l'inquiétude s'accroît sur les perspectives du système monétaire international : un gigantesque marché des eurodevises s'est constitué à la mesure des déficits renouvelés de la balance des paiements des Etats-Unis. Un véritable système monétaire privé s'est ainsi créé, hors de tout contrôle des banques centrales, qui supplante les maigres restes d'un système public dépassé (notamment l'actuel F.M.I.).

Le recyclage des surplus pétroliers s'effectue au bénéfice des plus riches (et d'abord des Etats-Unis), tandis que l'endettement des pays dont les besoins sont les plus criants a atteint un seuil dramatique. La spéculation se donne libre cours. L'or flambe.

Les fluctuations de changes, l'instabilité des marchés monétaires, financiers ou de matières premières font planer la menace d'un krach général qui, pour avoir été longtemps retardé, n'en revêtirait qu'une plus grande ampleur.

Dans ces conditions, une réforme de système monétaire international comportant le retour à des disciplines plus strictes peut apparaître comme moins utopique que par le passé.

Le blocage politique

La vérité est cependant que cette réforme ne s'imposera pas sans une lutte politique de grande ampleur menée à l'échelle mondiale par l'ensemble des forces progressistes du tiers-monde et des pays développés.

La question monétaire internationale est, en effet, au cœur de ce fameux « nouvel ordre économique mondial » dont on parle tant : le privilège de battre monnaie ne fut-il pas de tout temps l'apanage du prince, le signe distinctif du véritable pouvoir ?

Il est évidemment plus commode de faire dériver les débats sur des problèmes certes importants, mais dont la solution requiert de très longs délais (alimentation, commerce, transferts de technologie, énergie). L'ésotérisme enveloppe tout ce qui touche aux problèmes monétaires internationaux : la « science » des experts s'en donne à cœur joie. L'abstraction est soignée comme une plante délicate : les décisions peuvent ainsi se prendre en dehors de tout contrôle démocratique et, naturellement, en toute impunité. Et pourtant, le système monétaire international est une réalité bien concrète pour les Portugais — sous les fourches Caudines du F.M.I. — ou pour les pays du tiers-monde dans la main des grandes banques internationales ! Aussi bien le désordre actuel — on s'en doute, — s'il ne fait pas l'affaire de tout le monde, fait bien l'affaire de quelques-uns : au premier rang des Etats-Unis, qui ont renoncé à toute discipline, mais à aucun de leurs privilèges, et qui gèrent, en toute indépendance, une monnaie qui représente 80 % des réserves en devises des banques centrales et avec laquelle continuent à s'effectuer 70 % du commerce mondial. Le cours du dollar — tantôt fort pour freiner l'inflation, tantôt faible pour payer moins cher le pétrole ou favoriser l'exportation, est une variable de la politique intérieure américaine. Les euromarchés assurent sans heurt le financement des entreprises américaines à l'étranger.

Le recyclage des surplus pétroliers s'effectue dans les banques américaines au détriment des pays en développement frappés de plein fouet par l'inflation, privés de ressources, exclus du pouvoir de décision (le F.M.I. leur accorde moins de 25 % des droits de vote) et chaque jour plus lourdement endettés : mais n'est-il pas vrai que la tutelle des grandes banques sur le tiers-monde, à travers des euromarchés, est bien commode et n'a pas les relents colonialistes d'une intervention étatique trop voyante ?

Le désordre du système monétaire international est en fait un désordre organisé qui fait l'affaire des puissants et sert avant tout

les intérêts de « l'empire américain ». On ne soulignera jamais assez le rôle de Valéry Giscard d'Estaing dans l'acceptation de ce désordre léonin quand, encore ministre des finances, il acceptait, en rupture avec les positions antérieures de la France, à Nairobi (1973), Pompidou malade, les taux de change flottants, puis, à la Jamaïque (1976), la démonétisation de l'or, entérinant ainsi toutes les positions américaines. La responsabilité grave prise ainsi par l'actuel président de la République doit être soulignée devant l'opinion publique, car elle ne le qualifie pas pour rejeter sur des « facteurs extérieurs » la responsabilité de la crise qui sévit en France, et moins encore pour faire, comme il en a émis l'intention, des nouvelles propositions de réformes du système monétaire international.

En vérité cette réforme est difficile parce qu'elle heurte directement les intérêts des Etats-Unis. L'échec récent des négociations sur le « compte de substitution » montre qu'aucune réforme n'est possible, dans l'état actuel du rapport des forces, dès lors qu'elle remet en cause les privilèges du dollar : pour que les banques centrales détentrices de dollars puissent convertir leurs réserves en D.T.S. auprès du F.M.I., il eût fallu que les Etats-Unis garantissent la valeur de ces avoirs : ils s'y sont refusés.

Il n'est pas jusqu'au système monétaire européen qui ne soit ressenti par Washington comme une menace pour la souveraineté du dollar et, par conséquent, pour la politique américaine.

La réforme du système monétaire est en fait indissociable d'un nouveau rapport de forces et d'une nouvelle organisation de la société internationale. L'hégémonie sans partage des Etats-Unis, même s'ils restent, et de loin, la principale puissance mondiale, a fait son temps.

Il ne suffit pas davantage de rénover la direction politique de l'Occident — ce qui a déjà été la tentative de la Commission trilatérale. Il s'agit à la fois d'organiser une véritable multipolarité et de faire de l'objectif du développement la résultante des nouveaux rapports de forces, mondiaux. Les grands pays du tiers-monde doivent pouvoir peser dans la définition des nouvelles règles du jeu.

Ainsi le combat pour une réforme du système monétaire international ne peut être qu'une partie d'un combat plus vaste pour un monde plus juste et plus solidaire.

Une France socialiste a, dans la réforme du système monétaire

international, une grande tâche à accomplir, un grand rôle à tenir.

Non seulement c'est son intérêt mais c'est sa vocation. C'est son intérêt : la France ne maîtrise en effet aucune des variables « extérieures » de ce qu'on appelle « la crise » : ni le cours du dollar, ni la création de la monnaie internationale, ni les mouvements de capitaux, ni le prix du pétrole, ni les décisions d'investissement des sociétés multinationales. Pour réformer ses structures, sortir de la crise et fonder sur des bases saines l'avenir de son peuple, notre pays ne peut rester à la merci d'un système monétaire international aussi profondément biaisé. Encore faut-il rappeler que c'est seulement en développant une industrie puissante et diversifiée, en contenant la pression des importations, en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en bâtissant son indépendance énergétique, que la France échappera aux protecteurs trop encombrants et aux conseillers trop pressants. Le projet socialiste souligne à juste titre qu'une économie forte est la condition de la santé monétaire et de l'indépendance nationale.

Mais ce n'est pas seulement l'intérêt de la France, c'est sa vocation que de confondre son ambition avec celle de la grande cause humaine. Sa voix ne retentit jamais que de celle des sans-voix. Jeter les bases d'une nouvelle organisation de la société internationale, réellement multipolaire, est, à coup sûr, une tâche tant que la France et, au-delà, l'Europe en raison de liens historiques plus anciens, de complémentarités plus accentuées avec le tiers-monde et l'U.R.S.S., et surtout d'une politique étrangère indépendante mieux affirmée, pourraient y jouer un rôle de premier plan ? Par les temps qui courent, une double illusion guette notre pays : attendre des autres qu'ils parlent à notre place ou ne parler que pour nous-mêmes. Pour être entendue à nouveau, la France doit rompre avec l'atlantisme financier en dénonçant avec vigueur les iniquités du système actuel et en définissant les grandes lignes d'un projet ambitieux et réaliste qui finira par s'imposer comme la seule issue à un désordre devenu insupportable.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT.

Prochain article :

ROMPRE AVEC L'ATLANTISME FINANCIER

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep.	+ ou Dép. -	Rep.	+ ou Dép. -	Rep.	+ ou Dép. -
\$ E.-U.....	4,1850	4,1880	+ 5	+ 35	- 15	+ 25	- 120	- 20
\$ can.....	3,6120	3,6190	+ 5	+ 60	+ 15	+ 85	+ 40	+ 160
Yen (100)	1,9050	1,9120	- 25	+ 10	- 35	+ 10	+ 5	+ 85
DM	2,3220	2,3270	+ 30	+ 65	+ 80	+ 125	+ 340	+ 425
Florin	2,1310	2,1360	- 5	+ 35	+ 5	+ 55	+ 80	+ 155
F.B. (100)	14,4920	14,5120	- 195	- 10	- 365	- 120	- 930	- 440
F.S.	2,5150	2,5200	+ 80	+ 125	+ 180	+ 250	+ 700	+ 800
L. (1 000)	4,8840	4,8940	- 900	- 680	- 1780	- 1550	- 4130	- 3750
£	10,0100	10,0220	- 500	- 380	- 960	- 800	- 2100	- 1830

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 3/8	8 3/4	9 1/8	8 1/2	8 7/8	8 1/4	8 5/8
DM	8 7/8	9 3/8	8 3/4	9 1/8	8 1/2	8 7/8	8 1/4	8 5/8
\$ E.-U.....	3	3 1/2	10 5/8	11	11 1/8	11 1/2	12 1/8	12 1/2
Florin	10 1/8	10 5/8	10 1/4	10 3/4	10 1/4	10 3/4	10 1/4	10 3/4
F.B. (100)	12	13	12 1/4	12 3/4	12 1/4	12 3/4	12 5/8	13 1/8
F.S.	22	25	6 1/2	7	6 3/8	6 7/8	6 1/8	6 1/2
L. (1 000)	25	32	28	32	31	35	28 1/2	32 1/2
£	16 3/4	17 1/2	16 3/4	17 1/2	16 3/4	17 1/2	16 1/4	16 3/4
Fr. franç.	11 3/4	12 1/4	11 7/8	12 3/8	11 7/8	12 3/8	12 3/8	13

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ROBECO PLUS 19% SUR BASE ANNUELLE

Le dernier rapport semestriel

- * donne un résultat positif de 9,6% (plus-value + dividende) pour la première moitié de 1980,
- * ceci grâce aux placements dans des pays (Australie, Canada) et secteurs (énergie) favorables.

LE RAPPORT SEMESTRIEL

peut être obtenu auprès de Robeco, Dcp. 734, Boîte Postale 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.



LE GROUPE-ROBECO: 50 ANS DE CONFIANCE

Nouvel internationalisme et monnaie

II. — Rompre avec l'atlantisme financier

Dans un premier article (« le Monde » du 29 août), M. Jean-Pierre Chevènement a souligné le désordre actuel du système monétaire international et les raisons politiques pour lesquelles sa réforme n'a pas lieu. Celle-ci est cependant nécessaire ; elle devrait comporter notamment un certain retour à l'étalon-or.

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT (*)

Le travail peut-elle permettre au pays en voie de développement de répondre aux besoins essentiels de leurs populations ? Les autorise-t-elle à se doter d'industries modernes, y compris à technologie développée, ce à quoi ils n'entendent pas renoncer ? On peut en douter. Des modèles de développement plus auto-centrés correspondraient certainement mieux à ces deux objectifs. Sans doute faut-il éviter de durcir artificiellement les oppositions : une certaine dose de protectionnisme favorisant les « industries naissantes » comme la recherche des complémentarités régionales ne sont pas exclusives

du développement des échanges internationaux ; l'histoire l'a déjà souvent manifesté.

Encore faut-il que les institutions monétaires internationales ne prétendent pas imposer, comme c'est le cas aujourd'hui, un modèle de développement libéral à la faveur de la tutelle qu'elles exercent et des moyens qu'elles fournissent. La conférence d'Arusha (Tanzanie), rassemblant en juillet dernier des personnalités progressistes du monde entier, a justement insisté sur le respect de la souveraineté des Etats : l'octroi de financements nouveaux pour un F.M.I. rénové ne doit pas pénaliser ceux qui choisissent une stratégie de développement fondée sur l'extension du secteur public et la planification.

Les voies de la réforme

La réforme et la démocratisation du F.M.I. et de la Banque mondiale sont la première condition de l'avènement d'un nouveau système. Il est devenu non seulement inadmissible mais dangereux pour l'économie mondiale que la voix des pays en développement soit pratiquement étouffée au sein des institutions monétaires internationales.

Le tiers-monde et l'U.R.S.S. — après la Chine — doivent se voir reconnaître au sein du F.M.I. une place correspondant non seulement à leur poids économique actuel mais aussi à leurs perspectives et à leurs besoins de développement.

Le système monétaire international ne peut plus reposer sur la domination d'un partenaire, si puissant soit-il. Il doit être clairement négocié entre toutes les parties intéressées. Il doit favoriser le développement en établissant un lien entre la création de nouvelles liquidités et l'octroi de ressources supplémentaires aux pays du tiers-monde : cette voie — quelles qu'en soient les modalités — est en effet la seule praticable pour réaliser des transferts de ressources de grande ampleur et relativement indolores pour les pays développés ; jamais un prélèvement fiscal ou budgétaire ne permettra de réunir des moyens équivalents.

Le nouveau système monétaire devra enfin restaurer la stabilité des changes. Des parités fixes ou en tout cas stabilisées devront remplacer les changes flottants, générateurs d'insécurité.

Pour se substituer au dollar vieillissant, la solution du « panier de monnaies » paraît, a priori, la plus facile à gérer.

Encore faudrait-il que le choix des monnaies (réduites récemment aux cinq grandes pour l'actuel D.T.S.) et leur pondération soient profondément modifiés, pour ne pas faire de la nouvelle unité de compte un succédané du dollar et pour marquer réellement de nouvelles solidarités, en faisant place aux pays du tiers-monde et aux pays socialistes. Le rouble devrait, en particulier, trouver pleinement sa place dans le panier définissant la valeur de la nouvelle monnaie internationale.

La fin du rôle privilégié du dollar et le développement du recyclage des surplus pétroliers vers le tiers-monde, soit directement, soit par l'intermédiaire du F.M.I. rénové, conduiraient à l'assèchement progressif des euromarchés. Pour « gérer » cet assèchement, il faudrait instaurer, sous l'égide du nouveau F.M.I., une étroite surveillance des activités internationales des banques commerciales. En nationalisant effectivement le secteur bancaire, la France se donnerait, pour sa part, les moyens d'un tel contrôle.

Le dégageant par rapport au dollar doit également concerner les réserves monétaires. Il s'agit de créer des actifs nouveaux, pro-

tégés des risques de change, et de l'évolution de l'inflation mondiale ; plusieurs issues éventuelles complémentaires s'offrent à cet égard :

a) La première, c'est celle de la transformation des actifs plus stables (bons du F.M.I. en « panier de monnaies », par exemple) ; le compte de substitution tentait d'y apporter une réponse très limitée ; il constitue cependant peut-être une voie de recherche utile, dès lors que les bases politiques sont clairement définies ; encore faut-il constater qu'un tel mécanisme ne fait que transférer les balances dollars des banques centrales au F.M.I., alors que le véritable problème, à terme, est bien celui de la résorption de ces balances ; ce qui supposerait, en fait, soit que la Communauté internationale renonce à cette échéance sur les Etats-Unis, soit que ces derniers soient, d'une manière ou d'une autre, enfin amenés à payer progressivement leurs dettes ;

b) Une deuxième perspective est ouverte par l'utilisation de nouvelles monnaies de réserve : mark, franc suisse, yen, voire, le cas échéant, ECU européen. Celui-ci peut-il définir une « zone de stabilité » à l'abri des turbulences atlantiques ? Et, au-delà, peut-il rivaliser avec le dollar ?

Si l'Europe doit à coup sûr fournir à notre pays le champ prioritaire d'une coopération monétaire pragmatique, il faut garder à l'esprit que le bon fonctionnement depuis un an du système monétaire européen a essentiellement tenu à la faiblesse — passagère — de la balance des paiements allemands. Outre ses inconvénients intrinsèques — le rattachement du franc à une monnaie plus forte conduit la France à une politique d'austérité draconienne, qui affaiblit son économie — le système monétaire européen peut bien constituer un nouveau « continent monétaire » dérivant majestueusement par rapport aux autres (les Etats-Unis, le Japon) : il ne règle en fait aucun des grands problèmes posés par l'inflation mondiale, l'anarchie des euromarchés, l'injustice du recyclage des surplus pétroliers et l'exclusion des pays en développement des décisions qui commandent leur avenir. Bien pis, il risque d'accroître encore les difficultés et les injustices du système actuel, même s'il peut constituer dans un premier temps un moyen de pression sur la politique américaine.

c) Reste une troisième perspective, qui peut être complémentaire des deux précédentes et surtout de la première, mais qui s'imposera d'autant plus inéluctablement qu'aucune tentative sérieuse de réforme n'aura pu être menée à bien pendant qu'il en est encore temps : je veux parler du retour à l'or comme principal actif de réserve.

Restaurer le rôle de l'or

Il n'y a pas de réforme ambitieuse possible si elle n'est pas également réaliste. D'ores et déjà l'or représente, au prix actuel, près de 60 % des réserves mondiales. Dire dans ces conditions que l'or est ou doit être dénoncé est une galéjade ou une tromperie ! Par ses qualités propres et notamment son « objectivité », l'or jouera à nouveau un rôle essentiel comme actif de réserve. On peut le regretter. Mais il est préférable d'infléchir une évolution inévitable dans l'état actuel des esprits et des relations internationales que de s'y opposer, de façon à ce que les intérêts des pays les plus pauvres soient pleinement pris en compte dans le nouveau système.

On doit certes faire en sorte que l'or ne devienne pas le seul « centre » du nouveau système, ne serait-ce que parce que son stock est très inégalement réparti, au bénéfice des pays riches, de l'U.R.S.S. et de l'Afrique du Sud. Il y aura en particulier de répartir équitablement au profit des pays du tiers-monde les plus-values dégagées par la réévaluation du stock d'or des banques centrales. Reste qu'on n'évitera pas de revenir à la stabilisation du prix de l'or. La reconnaissance de son rôle monétaire conduira les banques centrales et le F.M.I. à reprendre un contrôle étroit du marché de l'or, actuel-

lement livré aux seuls fantasmes des spéculateurs.

J'ajoute que, du point de vue d'une France socialiste, la restauration du rôle de l'or ne pourrait qu'asseoir plus solidement son indépendance. L'essentiel est de ne pas limiter notre perspective à l'inévitable et d'œuvrer dès aujourd'hui au souhaitable : à la recherche de nouvelles solidarités avec les pays du tiers-monde en mobilisant tous les moyens pour peser en faveur d'un ordre monétaire profondément transformé.

On ne peut évidemment attendre du gouvernement actuel qu'il préconise le non-alignement monétaire sur Washington, condition préalable de toute réforme.

Mais c'est le rôle des socialistes de dénoncer les carences et les complaisances de MM. Giscard d'Estaing et Barre, drapés dans une orthodoxie hypocrite et d'expliquer aux Français l'enjeu politique décisif des problèmes monétaires internationaux.

Il n'y aura pas d'issue à la crise actuelle sans l'abolition des privilèges du dollar et l'instauration de nouvelles règles du jeu monétaire. A nous de mobiliser l'opinion pour faire de cette grande affaire, en France et dans le monde entier, le test d'un nouvel internationalisme !

FIN

(1) Trentième session du comité exécutif de l'O.C.D.E., mai 1980, rapport de synthèse du secrétaire général.

(*) Secrétaire national du parti socialiste, animateur du CERES.

RS DES SOCIÉTÉS

ATIONALE DE PARIS

10 s'élève à 349 milliards 766 millions. banques, organismes et établissements 8,9 milliards (comptes à vue) et emprunts à échéance).

Entrepreneurs individuels et divers (comptes à vue) et 23 234,6 millions

atteignent 27 493 millions (comptes à vue à échéance) et 34 152,2 millions (comptes à vue).

at pour 33 147,3 millions.

entèle s'élève à 162 961,1 millions.

le s'élève, pour le portefeuille, à 31 283,4 millions de

llions d'autres crédits à court moyen terme, 35 888,9 millions

14 086,2 millions.

ollissements financiers figurent pour 85 845,6 millions (comptes

de groupe à la date du 31 mars 1980, 172 796 millions.

86 millions.

RANTIE

172 796, à hauteur de

à échéance du 31 mars 1980,

de ses activités et

sur immeubles et

« commerce », cessera trois

après la publication du

Il en existe, devront

siège de la Banque

merciale de Paris

de cette inser-